Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 336/1
11 MAI 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
1 2 MAI 1949
N° .....
COORD.

L.336/I

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 19 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal organique des Conseils d'Entreprise déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'Economie, a donné en sa séance du 4 mai 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19 April 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies over een ontwerp van Koninklijk Besluit tot oprichting van de Ondernemingsraden en tot vaststelling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten der wet dd. 20 September 1948, houdende organisatie van het bedrijfsleven, heeft ter zitting van 4 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

Aucune disposition de l'arrêté ne fait mention de la manière dont sont adoptées les résolutions des conseils d'entreprise. Ceux-ci ont non seulement une compétence d'avis, mais encore dans certains cas, une compétence de décision.

On pourrait s'attendre qu'un arrêté organisant le fonctionnement des conseils d'entreprise, règle cette matière.

Il résulte des renseignements obtenus que c'est délibérément que le gouvernement s'en remet à la sagesse des conseils d'entreprise sur cette question; ceux-ci s'inspireront tantôt du caractère paritaire de l'institution tantôt de la nature des questions qui leur seront soumises.

Sans doute a-t-on jugé imprudent d'imposer des règles juridiques rigides qui pourraient ne pas résister à l'expérience d'une institution nouvelle.

\+

\+ +

Le projet d'arrêté étant précédé d'un rapport au Régent, l'avis du Conseil d'Etat y sera annexé, conformément à l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946.

La publication de l'avis au Moniteur rend inutile l'insertion au préambule, de la mention : "Vu l'avis du Conseil d'Etat".

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui répond aux intentions du gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

../..

ARRETE DU REGENT ORGANIQUE DES CONSEILS D'ENTREPRISE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, notamment les articles 14 à 28;

Vu l'avis des délégués des organisations les plus représentatives des chefs d'entreprise et des travailleurs, représentées au seins du conseil paritaire général;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en conseil ;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La délégation du personnel au sein du Conseil d'entreprise est composée :

de 3	membres	si l'entreprise	compte	de 50 à 100	travailleurs
" 4	"	"	"	"	" 101 à 500	"
" 6	"	"	"	"	" 501 à 1000	"
" 8	"	"	"	"	" 1001 à 2000	"
" 10	"	"	"	"	" 2001 à 3000	"
" 12	"	"	"	"	" 3001 à 4000	"
" 14	"	"	"	"	plus de 4000	travailleurs

La délégation comporte en outre des membres suppléants en nombre égal à la moitié du nombre de membres

../..

effectifs. Lorsque la délégation ne comporte que trois membres effectifs, il est désigné deux membres suppléants.

Article 2.-

Le chef d'entreprise et ses délégués ne peuvent être en nombre supérieur à celui des délégués du personnel.

Article 3.-

Le nombre de mandats attribués respectivement au sein de la délégation du personnel, aux délégués des ouvriers et aux délégués des employés est déterminé en proportion des effectifs de ces deux catégories.

Il est calculé de la manière qui suit :

Le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune de ces deux catégories par le nombre de membres de la délégation du personnel est divisé par le nombre total de travailleurs que compte l'entreprise.

Si le total des deux quotients ainsi obtenus (compte non tenu des fractions) est inférieur d'une unité au nombre de membres de la délégation, le mandat restant est attribué à celle des deux catégories qui compte le plus petit nombre de travailleurs.

Les mandats suppléants sont répartis de la même façon.

Le travailleur est considéré comme ouvrier ou employé suivant la qualité qui lui a été attribuée pour l'application des lois sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

../..

Article 4.-

Sont considérées pour l'application de l'article 20 de la loi du 20 septembre 1948 comme organisations les plus représentatives des travailleurs, les organisations interprofessionnelles fédérées sur le plan national qui comptent au moins 100.000 membres ou au moins 5 p.c. du personnel de l'entreprise.

En cas de contestation, la preuve qu'elle compte au moins 5 p.c. du personnel de l'entreprise incombe à l'organisation intéressée.

Article 5.-

Le conseil d'entreprise se réunit sur convocation du chef d'entreprise au moins une fois par mois à la date, à l'heure et au lieu déterminés par celui-ci.

La convocation indique l'ordre du jour de la séance.

Doit y figurer notamment toute question relevant de la compétence du conseil lorsqu'un membre en fait la demande au chef d'entreprise avant l'envoi des convocations. Les documents relatifs à cette question parviendront en temps utile au chef d'entreprise pour être transmis aux membres.

Article 6.-

Le chef d'entreprise est tenu de convoquer le conseil lorsque la moitié au moins des membres effectifs de la délégation du personnel lui en fait la demande. Les requérants indiquent les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Article 7.-

Le conseil d'entreprise peut décider qu'il remplira à l'avenir les fonctions attribuées à un comité de sécurité et d'hygiène, aux conditions suivantes :

../..

1° La décision ne peut être prise que de l'avis conforme préalable du comité de sécurité et d'hygiène.

2° La décision ne peut être prise que si les organisations de travailleurs représentées au sein de la délégation du personnel au conseil d'entreprise groupent au moins 60 p.c. des membres du personnel.

3° La décision n'a d'effets qu'après avoir été approuvée par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 8.-

Le conseil peut se subdiviser en sections dans les conditions prévues par l'article 17 de la loi du 20 septembre 1948 précitée.

Il désigne en ce cas ceux des membres de la délégation du personnel qui sont appelés à faire partie de chacune des sections ainsi créées.

Article 9.-

Le secrétaire du conseil tient le procès-verbal de chaque réunion.

Au procès-verbal sont actées : les propositions faites au conseil, les décisions prises, ainsi que toute mention dont un membre exprime la volonté qu'elle soit actée.

Le procès-verbal de la réunion est lu et approuvé à l'ouverture de la réunion suivante.

Article 10.-

Les fonctionnaires désignés par le Roi et notamment les inspecteurs sociaux surveillent l'exécution du présent arrêté.

Ils ont le droit de demander au chef d'entreprise communication des procès-verbaux des réunions du conseil.

../..

Ils peuvent assister aux réunions du conseil d'entreprise lorsque celui-ci leur en fait la demande. Ils n'ont toutefois pas voix délibérative.

Article 11.-

Le présent arrêté est applicable dans les six mois aux entreprises de plus de deux cents travailleurs, dans les dix-huit mois aux entreprises de cent à deux cents travailleurs et dans les vingt-quatre mois aux entreprises de cinquante à cent travailleurs.

Article 12.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à le

PAR LE REGENT:

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

In geen enkele bepaling van het besluit wordt gesproken over de manier waarop de resoluties der ondernemingsraden worden goedgekeurd. Deze raden hebben niet enkel een adviserende, maar in sommige gevallen ook een beslissende bevoegdheid.

Men zou kunnen verwachten dat een besluit waarbij de werking van de ondernemingsraden wordt ingericht, deze zaak regelt.

Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat de Regering deze kwestie opzettelijk aan het beleid van de ondernemingsraden overlaat; nu eens zullen deze rekening houden met het paritaire karakter der instelling, dan met de aard der vraagstukken welke hun zullen voorgelegd worden.

Ongetwijfeld heeft men het onvoorzichtig geoordeeld strakke juridische regelen op te leggen die misschien niet bestand zouden zijn tegen het experiment dat de nieuwe instelling te onderstaan heeft.

*
* *

Daar het ontwerp van besluit voorafgegaan is door een verslag aan de Regent, zal het advies van de Raad van State er worden bijgevoegd, overeenkomstig artikel 2 der wet van 23 December 1946.

De bekendmaking van het advies in het Belgisch Staatsblad maakt de vermelding : "Gelet op het advies van de Raad van State" in de inleiding overbodig.

*
* *

Verder stelt de Raad van State volgende tekst voor die beantwoordt aan de bedoelingen der regering, zoals zij hem zijn medegedeeld.

.../...

BESLUIT VAN DE REGENT TOT OPRICHTING VAN DE ONDERNEMINGSRADEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, inzonderheid op de artikelen 14 tot 28 ;

Gelet op het advies van de afgevaardigden van de in de algemene paritaire raad vertegenwoordigde meest representatieve organisaties van de ondernemingshoofden en van de arbeiders;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Economische Zaken en Middenstand en op het advies van de in raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De personeelsafvaardiging in de Ondernemingsraad bestaat uit :

3	leden	voor	een	onderneming	met	50 tot 100 arbeiders
4	"	"	"	"	"	101 tot 500 "
6	"	"	"	"	"	501 tot 1000 "
8	"	"	"	"	"	1001 tot 2000 "
10	"	"	"	"	"	2001 tot 3000 "
12	"	"	"	"	"	3001 tot 4000 "
14	"	"	"	"	"	meer dan 4000 arbeiders.

Bovendien telt de afvaardiging plaatsvervangende leden ten getale van de helft van het aantal werkende leden. Wanneer de afvaardiging slechts uit drie werkende leden bestaat, worden er twee plaatsvervangende leden aangewezen.

.../...

Artikel 2.-

Het ondernemingshoofd en zijn afgevaardigden mogen niet talrijker zijn dan de afgevaardigden van het personeel.

Artikel 3.-

Het aantal mandaten, dat in de personeelsafvaardiging onderscheidenlijk aan de afgevaardigden der arbeiders en aan die der bedienden wordt toegekend, wordt bepaald naar verhouding van de getalsterkte dezer beide categorieën.

Het wordt als volgt berekend :

De uitkomst van de vermenigvuldiging van het aantal arbeiders, dat ieder dezer beide categorieën telt, met het aantal leden der personeelsafvaardiging, wordt gedeeld door het totaal aantal arbeiders dat de onderneming telt.

Indien het totaal der twee aldus bekomen quotiënten (zonder rekening te houden met breuken) een eenheid minder bedraagt dan het aantal leden der afvaardiging, wordt het overblijvende mandaat toegekend aan die van beide categorieën welke het kleinste aantal arbeiders telt.

De mandaten van plaatsvervangend lid worden op dezelfde manier verdeeld.

De arbeider wordt als werkman of bediende beschouwd volgens de hoedanigheid die hem is toegekend voor de toepassing van de wetten op de verzekering tegen de gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

Artikel 4.-

Voor de toepassing van artikel 20 der wet van 20 September 1948 worden als de meest representatieve arbeidersorganisaties beschouwd : de op nationaal plan verbonden interprofessionele organisaties die ten minste 100.000 leden of ten minste 5 t.h. van het personeel der onderneming tellen.

In geval van betwisting, dient de betrokken organisatie te bewijzen dat zij ten minste 5 t.h. van het personeel der onderneming telt.

.../...

Artikel 5.-

De ondernemingsraad bijeen geroepen door het ondernemingshoofd, vergadert ten minste eenmaal per maand op de door het hoofd vastgestelde datum, uur en plaats.

De oproeping vermeldt de agenda der vergadering.

Daarop moet namelijk ieder vraagstuk voorkomen dat tot de bevoegdheid van de raad behoort, wanneer een lid het ondernemingshoofd er om verzoekt vóór de verzending der oproepingsbrieven. De stukken in verband met dit vraagstuk zullen aan het ondernemingshoofd tijdig toekomen om aan de leden te worden overgemaakt.

Artikel 6.-

Het ondernemingshoofd moet de raad bijeenroepen, wanneer ten minste de helft van de werkende leden der personeelsafvaardiging hem er om verzoekt, de aanvragers geven de vraagstukken op die zij op de agenda wensen te zien plaatsen.

Artikel 7.-

De ondernemingsraad kan onder de volgende voorwaarden beslissen dat hij in de toekomst de aan een comité voor veiligheid en hygiëne toegekende functies zal vervullen:

1° De beslissing kan slechts worden genomen na voorafgaand eensluidend advies van het comité voor veiligheid en hygiëne.

2° De beslissing kan slechts worden genomen, indien de arbeidersorganisaties, als tegenwoordige in de personeelsafvaardiging bij de ondernemingsraad, ten minste 60 t.h. der leden van het personeel omvatten.

3° De beslissing treedt slechts in werking na goedkeuring door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

.../...

Artikel 8.-

De raad kan onderverdeeld worden in afdelingen onder de voorwaarden bepaald in artikel 17 van voornoemde wet van 20 September 1948.

In dat geval wijst hij de leden der personeelsafvaardiging aan die deel zullen uitmaken van elke der aldus opgerichte afdelingen.

Artikel 9.-

De secretaris van de raad maakt de notulen van iedere vergadering op.

In de notulen worden opgetekend : de in de raad gedane voorstellen, de genomen beslissingen, alsmede iedere vermelding waarvan een lid wil dat zij wordt opgetekend.

De notulen der vergadering worden bij de opening van de volgende bijeenkomst voorgelezen en goedgekeurd.

Artikel 10.-

De door de Koning aangewezen ambtenaren, en namelijk de sociale inspecteurs, oefenen toezicht op de uitvoering van dit besluit.

Zij hebben het recht aan het ondernemingshoofd mededeling van de notulen der vergaderingen van de raad te vragen.

Zij mogen de vergaderingen van de ondernemingsraad bijwonen wanneer deze hen er om verzoekt. Zij zijn evenwel niet stemgerechtigd.

Artikel 11.-

Dit besluit moet worden toegepast binnen zes maanden op de ondernemingen met meer dan tweehonderd arbeiders, binnen achttien maanden op de ondernemingen met honderd tot tweehonderd

.../...

arbeiders en binnen vier en twintig maanden op die met vijftig tot honderd arbeiders.

Artikel 12.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Economische Zaken en Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren:	voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
V. DEVAUX,	conseillers d'Etat	
M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State	
H. PIERLOT,	assesseurs de la section de législation	
E.VAN DIEVOET,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,